

UNION AFRICAINE

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Ethiopie, P.O. Box: 3243 Tel. : (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
E-mail: situationroom@africa-union.org

CÉRÉMONIE MARQUANT LE TRANSFERT
D'AUTORITÉ DE LA MISCA À LA MINUSCA

BANGUI, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
15 SEPTEMBRE 2014

ALLOCUTION DE LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
DR. NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA

ALLOCUTION DE LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
DR. NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA

-

Madame Catherine Samba Panza, chef de l'État de la transition,
Monsieur le Président du Conseil National de Transition,
Monsieur le Premier ministre du Gouvernement de transition,
Monsieur le Secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix,
Monsieur le Représentant spécial de l'Union africaine et chef de la MISCA,
Messieurs les vice-Médiateurs des Nations unies et de l'Union africaine,
Mesdames et Messieurs les chefs de Missions diplomatiques,
Chers invités,
Mesdames et Messieurs,

L'événement d'aujourd'hui est assurément historique. Il marque une nouvelle et importante étape dans l'engagement croissant de la communauté internationale en appui à la République centrafricaine et à son peuple meurtri. En effet, la transformation de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en une opération de maintien de la paix des Nations unies permettra de mobiliser une assistance supplémentaire pour la RCA, à un moment où tant les parties prenantes nationales que leurs partenaires internationaux se doivent de redoubler d'efforts pour sortir le pays de sa situation présente.

Je suis heureuse de participer à cette cérémonie, qui marque le transfert d'autorité de la MISCA à la Mission de stabilisation multidimensionnelle des Nations unies en République centrafricaine. Il s'agit là d'un témoignage éloquent de l'approfondissement continu de la coopération et du partenariat entre l'Union africaine et les Nations unies, dans notre entreprise collective visant à mettre fin au fléau des conflits et à pérenniser la paix sur le continent africain. Nous avons été témoins de transferts d'autorité similaires au Burundi, en 2003, et au Mali, en 2012. Nous avons beaucoup appris de ces processus. Nous nous devons de tirer profit de l'expérience acquise, afin de renforcer la complémentarité entre l'Union africaine et les Nations unies, alors même que nous nous employons à relever plus efficacement les défis complexes et en évolution constante auxquels le continent est confronté dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Mesdames et Messieurs,

Après neuf mois de dur labeur, la MISCA conclut ses opérations. L'Union africaine transfère la Mission aux Nations unies avec la conviction de s'être acquittée du mandat qui lui a été confié, malgré l'environnement difficile dans lequel la MISCA a opéré.

S'il est vrai que nombreux sont les défis qui restent encore à relever, il ne fait guère de doute que la phase initiale de stabilisation de la situation en République centrafricaine a été menée avec succès. La sécurité s'est sensiblement améliorée, non seulement dans la ville de Bangui, mais également ailleurs dans le pays, facilitant ainsi l'acheminement de l'aide humanitaire si nécessaire aux populations touchées; le nombre de personnes déplacées a

considérablement diminué ; l'autorité de l'État est en train d'être progressivement rétablie ; et les activités économiques quotidiennes et autres reprennent à un rythme plus soutenu.

En bref, la situation actuelle ressemble peu, si tant est que cela soit le cas, à celle qui prévalait avant le déploiement de la MISCA, en particulier au début du mois de décembre 2013, au lendemain de l'attaque d'envergure menée par le groupe armé anti-Balaka à Bangui.

Les résultats obtenus ont été rendus possibles grâce à la détermination et au sens du devoir des personnels militaire, civil et de police de la MISCA. Ils ont fait preuve d'un engagement exemplaire, abattant un travail énorme avec si peu de ressources. Ils ont agi avec courage, dévouement et abnégation. Ils ont travaillé non seulement avec leurs têtes, mais également avec leurs cœurs, motivés comme ils l'ont été par l'esprit de solidarité panafricaine et le désir d'assister, aussi efficacement qu'ils le pouvaient, leurs frères et sœurs de la République centrafricaine au moment où ils en avaient le plus besoin.

Il est, dès lors, tout à fait approprié que je rende hommage à la direction et aux personnels de la MISCA, consciente que je suis qu'aucun mot ne saurait exprimer la dette que l'UA et le continent africain leur doivent. Vous nous avez emplis de fierté et, par vos actions, vous avez apporté la preuve de la capacité croissante de l'Union africaine à agir diligemment et efficacement en réponse à des situations d'urgence sur le terrain. Soyez assurés de notre reconnaissance indélébile. Permettez-moi de saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial et chef de la MISCA, Jean-Marie Michel Mokoko, ainsi qu'au Commandant de la Force et au Chef de la composante police de la Mission, le Général Martin Chomu Tumenta et le Colonel Patrice Ostantue Bengone, pour leur sens des responsabilités.

La cérémonie d'aujourd'hui m'offre l'opportunité de rendre un hommage spécial aux personnels de la MISCA qui ont fait le sacrifice ultime dans l'exercice de leurs fonctions. De décembre 2013 à ce jour, 31 soldats et fonctionnaires de police de la MISCA ont perdu la vie. Je réitère les sincères condoléances de l'Union africaine à leurs proches et à leurs pays respectifs. Je voudrais également saisir cette occasion pour, une fois encore, exprimer nos vœux de prompt rétablissement aux 153 membres du personnel de la Mission qui ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions.

L'Union africaine est reconnaissante aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police, à savoir le Burundi, le Cameroun, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et le Rwanda, ainsi que le Tchad. En mettant à disposition le personnel dont l'UA avait si urgemment besoin pour mettre un terme à l'escalade de la violence en République centrafricaine et créer les conditions propices au lancement d'un véritable processus politique, ils ont fait preuve d'un engagement exemplaire en faveur de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent.

Le Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, le Président Idriss Deby Itno du Tchad, le Médiateur de la CEEAC, le Président Denis Sassou Nguesso de la République du Congo, et les autres dirigeants de la région méritent une

mention spéciale. Ils n'ont eu de cesse de déployer des efforts pour aider la République centrafricaine à surmonter les défis redoutables et complexes auxquels elle est confrontée, dépêchant des soldats de la paix, organisant des pourparlers de paix et des conférences de réconciliation, apportant une assistance financière, en même temps que leurs pays offraient l'hospitalité aux réfugiés fuyant la violence et les troubles en RCA. Je n'ai aucun doute que nous pouvons continuer à compter sur l'engagement de la région.

Permettez-moi aussi d'exprimer notre gratitude aux Etats membres de l'UA pour l'appui financier et en nature qu'ils ont apporté, en particulier au cours de la Conférence d'appel de fonds pour la MISCA que la Commission a organisée à Addis Abéba, en février 2014.

Les acquis obtenus par la MISCA ont été grandement facilités par l'appui multiforme que l'Union africaine a reçu des partenaires internationaux. Je tiens à marquer notre appréciation de la contribution inestimable des autres forces internationales déployées en République centrafricaine, à savoir l'Opération française Sangaris et l'Opération de l'Union européenne - EUFOR. Notre gratitude va également à tous les partenaires qui ont apporté un soutien financier et logistique à la MISCA, en particulier l'Union européenne et ses États membres, les États-Unis d'Amérique, le Canada, la Norvège et le Japon. Je félicite les Nations unies pour l'appui technique apporté à la MISCA.

Mesdames et Messieurs,

La transformation de la MISCA en une opération des Nations unies ne signifie pas que l'Union africaine met fin à toute présence en République centrafricaine. Même si les modalités de notre engagement vont changer, nous maintiendrons une forte présence sur le terrain, pour accompagner le Gouvernement et les autres parties prenantes de la RCA dans leurs efforts visant à parvenir à une paix et à une réconciliation durables dans leur pays. Il ne peut en être autrement, car les problèmes qui affectent la République centrafricaine sont également ceux de l'Afrique. Notre continent et notre Union ont tout à gagner d'une République centrafricaine forte, unie, prospère et stable.

Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec la CEEAC, les Nations unies et d'autres acteurs internationaux, tant il est vrai que le règlement des défis multidimensionnels auxquels la République centrafricaine est confrontée nécessite une approche coopérative et coordonnée entre tous les membres concernés de la communauté internationale. À cet égard, le rôle crucial du Groupe international de contact sur la République centrafricaine, que coprésident l'Union africaine et la République du Congo, n'a point besoin d'être souligné.

Je n'ai aucun doute que la nouvelle opération de maintien de la paix des Nations unies s'appuiera sur les acquis obtenus de haute lutte au cours des neuf mois écoulés et s'emploiera à les consolider. Le déploiement de la MINUSCA intervient à un moment opportun, les conditions propices à la réussite d'une opération de maintien de la paix des Nations unies ayant été créées. Les Nations unies apportent des capacités qui sont essentielles pour appuyer efficacement les efforts des acteurs centrafricains tendant à la construction de l'État et à la promotion de la cohésion nationale.

A nos sœurs et frères de la République centrafricaine, je voudrais souligner que l'assistance internationale, quelle que soit son ampleur, ne saurait se substituer à leurs efforts et au rôle primordial qui est le leur. En définitive, ils ont la responsabilité principale de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité auxquelles leur peuple aspire si intensément.

Aujourd'hui, plus que jamais, les acteurs politiques centrafricains se doivent de faire preuve d'esprit de responsabilité et d'attachement à l'intérêt suprême de leur pays. J'implore toutes les parties concernées à être à la hauteur de ce défi.

S'agissant plus particulièrement du Gouvernement de transition, il est urgent qu'il accélère la mise en œuvre des tâches pendantes de la transition. Il ne doit ménager aucun effort pour faciliter la tenue d'élections libres, régulières et transparentes qui marqueront la restauration de l'ordre constitutionnel et ouvriront la voie à la réintégration de la République centrafricaine dans la famille de l'Union africaine.

Je vous remercie de votre aimable attention, et renouvelle l'engagement de l'UA à continuer à accompagner la République centrafricaine.